

VENEZUELA - 27 février - 3 mars 1989 : le Caracazo. Sémantique de la violence politique, première partie

Fernando Coronil et Julie Skurski

mardi 25 novembre 2014, mis en ligne par [Dial](#)

*Nous terminons avec cet article la série de textes consacrée aux révoltes et émeutes urbaines, que nous avons initiée il y a deux ans et demi avec un [autre article sur le Caracazo](#), beaucoup moins détaillé. Ce texte est issu d'un long article de Fernando Coronil et Julie Skurski intitulé « Dismembering and Remembering the Nation : The Semantics of Political Violence in Venezuela », d'abord publié dans la revue *Comparative Studies in Society and History* (1991) [1], puis repris en 2006 dans l'ouvrage collectif *States of Violence* [2]. Ce texte a la particularité d'analyser ensemble deux événements de la fin des années 1980, le massacre de 14 habitants de la ville d'Amparo, le 29 octobre 1988, et le Caracazo (27 février - 3 mars 1989). En collaboration avec Julie Skurski — Fernando Coronil est décédé en 2011 — une version centrée sur le Caracazo a été préparée en vue de la traduction française, publiée ici. La [seconde partie de l'article](#) a paru dans le [numéro de décembre](#).*

Y la muerte del pueblo fué como siempre ha sido : como si no muriera nadie, nada, como si fueran piedras las que caen sobre la tierra, o agua sobre el agua.
Pablo Neruda [3]

Le *Caracazo*, qui a duré du 27 février au 3 mars 1989, fut une révolte urbaine à laquelle le gouvernement a répondu en employant la force à grande échelle : selon les chiffres officiels, 277 personnes ont perdu la vie et, selon des chiffres non officiels, plus de 1 000 personnes ont été tuées. Cet événement a été l'occasion d'exprimer les frustrations accumulées du fait du déclin économique rapide et de la corruption politique et économique du pays. Le détonateur en a été la collision entre les espoirs d'un renouveau politique et économique créés par la campagne électorale et la colère à l'encontre de l'adoption soudaine par le président nouvellement élu, Carlos Pérez, d'un programme d'austérité drastique requis par le Fonds monétaire international (FMI). Lors de multiples manifestations non planifiées provoquées par de fortes augmentations des prix et des pénuries de nourriture, une foule estimée à un million d'individus a spontanément saccagé des milliers de magasins et d'usines dans la capitale et dans la plupart des grandes villes, l'État ayant complètement perdu le contrôle de la rue [4]. Cinq jours durant, celui-ci a répondu aux actes de pillages, de redistribution et de destruction de masse par des mesures d'endigement, de répression et de représailles. Le *Caracazo* représente, de loin, la révolte la plus importante et la plus durement réprimée de l'histoire de l'Amérique latine [5].

Le déclin de l'économie vénézuélienne a commencé vers la fin des années 1970 pour déboucher sur une crise au milieu des années 1980. Le pays sort alors d'une courte période d'euphorie due au boom pétrolier et à la hausse vertigineuse des cours mondiaux de l'or noir durant le premier mandat du président Carlos Andrés Pérez (1974-1979). Le gouvernement de ce dernier a lancé un programme ambitieux pour industrialiser le pays avec l'objectif affiché de libérer le Venezuela de sa dépendance à l'égard des

exportations pétrolières [6]. La promesse d'un développement rapide, conjuguée à une économie protégée où l'État, dans sa distribution de la rente pétrolière, se montrait généreux envers les partis politiques clientélistes, a fait naître des espoirs et désamorcé l'opposition. Mais le programme a accentué les tendances qui caractérisaient un système fondé sur la rente : un niveau de consommation bien supérieur à celui de la production, la concentration du pouvoir aux mains de l'État allié aux grands groupes économiques, et la corruption au plus haut niveau de l'élite politique et économique dirigeante. En outre, le boom pétrolier a ajouté un facteur qui avait presque absent de l'économie vénézuélienne depuis 1930 : une forte dette extérieure [7].

La chute imprévue des cours mondiaux du pétrole dans les années 1980, que les dirigeants du pays n'avaient pas imaginée au moment de contracter la dette, a précipité l'économie sur une mauvaise pente [8]. En 1986, sous le gouvernement du président Jaime Lusinchi (1984-1989), le Venezuela a signé un accord coûteux de renégociation de sa dette avec les banques internationales [9]. Cet accord impliquait que la priorité des politiques aille au remboursement de la dette et non au soutien des programmes sociaux et de développement par l'État. Le secteur financier et de grands groupes économiques qui détenaient des avoirs à l'étranger et qui avaient diversifié leurs investissements dans le pays en ont profité ; la fuite de capitaux s'est accélérée puisque, selon des estimations, les riches ont déposé dans des banques étrangères 60 milliards de dollars, soit le double de la dette nationale, alors que le revenu réel du pays a chuté de 50% pendant la même période. Le service de la dette supporté sous l'administration Lusinchi s'est élevé à 30 milliards de dollars et a absorbé la moitié des réserves de change du pays, tandis que le capital de la dette n'a reculé que de 35 à 32 milliards. Bien que ces changements aient ébranlé le modèle protectionniste et aient conforté de puissantes entreprises commerciales dans leur défense d'une libéralisation du marché, l'élite politique a continué à utiliser la rhétorique du nationalisme populiste. Comme les espoirs suscités par ce discours se heurtaient à la dégradation de la situation, l'opposition politique et la désaffection envers les dirigeants du pays se sont accrues.

L'indépendance économique de l'État rentier à l'égard des contribuables a permis au système politique vénézuélien, comme à ceux d'autres pays fortement tributaires des exportations de pétrole ou d'autres produits primaires, de devenir extrêmement centré sur l'État et déconnecté des demandes de la population, décourageant par là le développement d'intérêts et d'institutions indépendants au sein de la société civile. Les mécanismes de réciprocité et de responsabilisation politiques sont restés limités, les élus doivent leur poste à la place qu'ils occupent dans la hiérarchie de leur parti, et l'expression des *desiderata* locaux transite par des structures hautement politisées [10]. Les campagnes présidentielles offrent alors l'occasion de construire une promesse illusoire d'un dialogue entre la classe politique et l'électorat [11]. Ces campagnes, coûteuses et interminables, orchestrent un simulacre de démocratie national dans lequel les candidats cherchent à faire montre d'un soutien des masses et leurs partisans cherchent à bien se positionner dans la configuration changeante des relations clientélistes.

L'élection présidentielle de 1988 a engendré des réponses dissonantes. La campagne a fait apparaître un profond courant de scepticisme concernant les promesses électorales, tout en ouvrant un espace pour les voix de l'opposition et en suscitant des espoirs d'une amélioration de la situation économique. Elle a donné lieu à une lutte non seulement entre les partis, mais à l'intérieur du parti au pouvoir, Action démocratique (*Acción Democrática*, AD), les factions de Pérez et de Lusinchi se battant pour prendre le contrôle de son appareil [12]. Dans le contexte de la campagne, les fissures nées au sein d'AD ont alimenté les critiques de la population face à la corruption généralisée de l'administration et à la répression.

L'élection du 4 décembre a eu deux résultats sans précédent : pour la première fois de l'histoire du Venezuela, un ancien président a été réélu et le taux d'abstention, jusque là inférieur à 10%, a atteint cette fois 20%. En outre, la gauche a accru sa représentation au Congrès, et le principal adversaire de Pérez a réalisé des percées dans des zones traditionnellement acquises à l'AD. Contrairement à la première victoire de Pérez (1973), qui avait donné lieu à une véritable liesse populaire, celle-ci a été accueillie par une vague de scepticisme et de critiques. Beaucoup d'électeurs méfiants avaient mis Pérez au défi d'engager des changements profonds, mais peu avaient fait allégeance à son parti [13].

Beaucoup pensaient que Pérez réussirait à améliorer la situation économique. Il avait été à l'origine de grandes initiatives pendant le boom pétrolier des années 1974-1978, raison pour laquelle il continuait de donner l'image d'un homme d'action énergique capable de défier les puissants sur la scène nationale et internationale pour défendre le pays et le *pueblo* (peuple) [14]. Son intronisation spectaculaire le 2 février 1989 a confirmé cette image : il y avait invité un vaste aréopage de responsables politiques venus de 108 pays et il y a appelé les pays endettés à faire pression contre les politiques oppressives des banques internationales et du FMI [15]. En même temps, et sans que le sache le grand public, Pérez envoie un message apaisant aux banques présentes à la table de négociation en proposant de remplir des conditions draconiennes.

Quelques jours seulement après son intronisation, Pérez a annoncé sur un ton grave le contenu qu'il donnait à sa promesse inaugurale de *sincerar* (rendre sincère, véridique) l'économie. Le libre marché débarrasserait des monopoles et des pratiques artificielles, lui permettant ainsi de devenir productive. Le moyen employé consistait en un programme d'austérité rigoureux, qui serait appliqué rapidement et à haute dose, une sorte de remède de cheval [16]. Pérez a informé la population, généralement peu au courant des conséquences de ce genre de politique, que les aides à l'acquisition de produits de base seraient supprimées, les contrôles des prix prendraient fin, les taux de change seraient unifiés et la monnaie autorisée à fluctuer, les droits de douane abaissés et les taux d'intérêt libéralisés, et que le prix des services publics augmenterait. Sourd aux demandes des travailleurs, il a refusé d'augmenter les salaires, de geler les embauches et de prendre des mesures sociales. Au lieu de cela, il a dit espérer que les banques internationales fourniraient rapidement de l'argent frais au Venezuela pour qu'il surmonte la situation pressante où il se trouvait, et qu'elles effaceraient une part importante de sa dette, afin que cette période de grande austérité ne soit qu'une parenthèse sur la voie de la reprise économique. Sa promesse était d'établir des bases économiques solides sur lesquelles la démocratie au Venezuela puisse s'appuyer. La politique protectionniste d'industrialisation par substitution des importations adoptée trente ans plus tôt au nom du progrès de la démocratie devait désormais être abandonnée pour le même motif.

***El Masacrón* – le Grand Tournant**

Lorsque Carlos Andrés Pérez a été élu, le 4 décembre 1988, beaucoup de gens croyaient, y compris parmi les leaders de l'opposition, qu'il rétablirait le lien tutélaire entre le chef et le *pueblo* et qu'il mettrait un terme au repli et au recul du pays [17]. Son premier mandat avait été marqué par une hausse du niveau de vie grâce à une période d'enrichissement providentielle du pays et avait vu le Venezuela devenir un champion de l'intégration économique en Amérique latine. Ainsi, bien que lié à la corruption et à la dette, Pérez a représenté pour un courant de la mémoire collective la promesse bolivarienne d'un État qui combattrait pour la justice sociale et l'indépendance économique. La campagne électorale avait fait naître l'espoir que sa présidence signerait la fin de la régression, une réouverture du pays au progrès.

« La rivière est sortie de son lit » (*El río se salió de la madre*) était le titre d'un éditorial paru dans le journal *El Nacional* le 4 mars 1989, où l'auteur décrivait les flots de population qui avaient envahi les rues de quatorze villes durant cinq jours d'émeutes et de pillages qui avaient secoué le Venezuela entre le 27 février et le 3 mars [18]. Ces événements ont constitué la mobilisation urbaine la plus importante et la plus violemment réprimée de l'histoire du Venezuela. Le 27 février, des masses de gens ont pris d'assaut les rues de la plupart des grandes villes du pays, notamment dans la région de la capitale, pour protester contre les hausses des prix et piller des magasins [19]. D'abord sous le choc, le gouvernement a réagi par la suspension des garanties constitutionnelles et une pluie de balles. Des milliers de personnes ont été blessées ou arrêtées, et le nombre officiel de morts s'est élevé à 277. Cependant, selon des estimations non officielles diffusées confidentiellement par des observateurs de tous bords, largement plus d'un millier de personnes auraient perdu la vie [20].

Dans l'histoire contemporaine de l'Amérique latine, aucun plan d'austérité n'avait encore déclenché un soulèvement populaire comparable, compte tenu de l'ampleur des pillages et de la férocité de la répression. Le nombre total de morts relevé au cours de cinquante manifestations différentes survenues entre 1976 et 1986 dans treize pays était inférieur à 200 ; l'incident le plus violent s'était produit pendant

les émeutes de 1984 en République dominicaine, avec un bilan de soixante morts (Walton, 1989 : 188). Les dénommées émeutes anti-FMI ont été fréquentes pendant cette période mais, si l'on en croit Walton, elles commençaient généralement sous la forme de mobilisations organisées comme des grèves ou des manifestations et elles avaient souvent des cibles précises, aussi bien politiques qu'économiques. Les émeutes du Venezuela, en revanche, ne surgirent pas d'actions organisées, même si elles étaient précédées d'années de conflits sporadiques dans certaines villes, et les pillages visaient un large éventail de commerces, qui allait des vendeurs ambulants à des supermarchés, des ateliers et des usines.

Les événements qui ont ébranlé l'autorité de l'État et fissuré le tissu social ont également bousculé les schémas d'interprétation établis, résistant aux efforts déployés par les autorités et les forces d'opposition pour leur accoler une étiquette. Pour désigner le conflit, le discours officiel employait les expressions « le 27-F » et « les événements » (*los sucesos*). Les expressions « les troubles » et « la grande secousse » (*el sacudón*), évoquant une perturbation passagère de l'ordre habituel, sont devenues monnaie courante dans les médias. Dans le discours de l'opposition sont apparues les expressions « explosion sociale », « soulèvement populaire » (*poblada*) et « le grand massacre » (*el masacrón*). Le terme cru de « guerre » était courant chez les professions supérieures, exprimant la fracture sociale dont la classe moyenne avait fait l'expérience. Il était associé également à la crainte d'un retour des guerres civiles qui avaient marqué le dix-neuvième siècle, et dont les chefs de gouvernement avaient entretenu la mémoire. Ces différences d'appellation sont liées aux tentatives incertaines de contrôler la façon dont se construit l'histoire d'événements qui ont dépassé les voies classiques de la contestation et les catégories traditionnelles de l'action collective.

Que s'est-il passé entre le 2 février, jour de l'intronisation à grand spectacle de Pérez, et le 27 février ? En arrivant au pouvoir, pressé par un manque d'argent aigu, le président Pérez a enfourché le cheval internationaliste de l'idéologie nationaliste bolivarienne du Venezuela pour redéfinir la mission civilisatrice de l'État [21]. Il a présenté le Venezuela comme le champion de la lutte des pays endettés contre la domination des banques internationales, un défenseur de l'unité de l'Amérique latine face aux menaces pesant sur son indépendance. Cette image s'est bâtie sur le terreau anticolonial d'un discours nationaliste qui associe indépendance nationale et égalité, et qui transforme en un combat moral la volonté de libérer les pays d'une domination étrangère. En évoquant ces idées partagées, liées aux idéaux de justice sociale, Pérez cherchait un lien avec l'histoire officielle qui puisse légitimer la politique du gouvernement.

À son arrivée à la présidence, Pérez a d'abord lancé une attaque contre le FMI et les bailleurs internationaux au nom d'une communauté imaginaire d'emprunteurs latino-américains. Pourtant, au même moment, son administration — qui était engagée dans un programme d'austérité économique inspiré par le FMI et qui avait cependant besoin de contracter en urgence de nouveaux emprunts — s'est employée à persuader les banques internationales de sa volonté de rationaliser l'économie. Ainsi, Pérez critiquait à la fois le FMI et les politiques nationales protectionnistes qui avaient fait du pays une économie malade demandant un traitement immédiat. Le remède prescrit a consisté en une véritable purge sous la forme d'un programme d'austérité. Grâce à un tour de passe passe intellectuel, ce qui était obligatoire a été présenté comme souhaitable, et ce qui était imposé est devenu un choix.

La tâche essentielle inscrite dans la nouvelle stratégie économique, et l'une des conditions fixées par les banques pour l'octroi de nouveaux prêts, était d'ouvrir la coquille protectrice qui avait isolé le pays de la concurrence internationale durant la plus grande partie du vingtième siècle. Présentée idéologiquement comme un changement sans précédent, cette décision redéfinissait la place du Venezuela dans l'histoire et dans le monde. Selon ce point de vue, le marché protégé et subventionné avait favorisé les capitalistes parasites, les branches d'activité inefficaces et les politiciens corrompus. Mais, faute de l'oxygène de pétrodollars coulant à flots, le protectionnisme était en train d'asphyxier le pays. L'isolement vis-à-vis de la concurrence internationale avait aussi été un éloignement vis-à-vis des compétences économiques. L'ouverture au marché mondial signifiait l'établissement de passerelles avec le capitalisme et permettait que sa rationalité soit infusée au pays. Cette nouvelle politique, qui impliquait le déclin de nombreuses petites entreprises, était soudainement présentée comme une solution de bon sens. Elle bénéficiait du soutien plein et entier des hommes d'affaires fortunés et du personnel politique en mesure de conserver le

pouvoir pendant la transition. Cette manière de se moderniser rendait également le pays vulnérable face aux fluctuations du marché mondial. L'État avait créé un espace national extrêmement protégé — un terrain fertile pour cultiver les alliances hiérarchiques et façonner des illusions d'harmonie sociale. L'ouverture de la coquille signifiait aussi la destruction de ce réseau de relations et de représentations communes. Avec l'acceptation de la rationalité curative du libre marché, une mutation importante s'est produite dans le discours des partisans d'une modernisation nationaliste. L'assainissement de l'économie s'est imposé comme l'objectif premier de la nation, avant la formation d'un *pueblo* développé. Ces objectifs avaient coexisté dans le discours des tenants de la modernisation protectionniste, mais les arguments que l'on entendait maintenant privilégiaient ouvertement les exigences de l'économie, en reléguant au second plan celles du *pueblo*. La relation civilisatrice qui unit État et *pueblo* et engendre le progrès national n'apparaissait plus comme un lien protecteur.

Avec l'ascension d'une variante populiste du discours du libre-marché sous le gouvernement Pérez, le *pueblo* était désormais présenté comme le produit indiscipliné et paresseux d'une économie improductive, le symptôme d'une maladie causée par l'argent facile obtenu durant des années de rentes pétrolières abondantes. Le discours officiel qui cherchait à expliquer la crise sans trop impliquer l'élite au pouvoir présentait les Vénézuéliens comme des consommateurs capricieux. Il considérait que si les structures protectionnistes de l'État étaient abolies, les gens se tourneraient vers un travail productif, parce qu'ils avaient besoin de la discipline et de l'éducation que le marché pouvait apporter. La nouvelle administration a introduit son programme d'ajustement en utilisant le vocabulaire morale de la réforme. Alors qu'elle évoquait la nécessité de changer les comportements individuels, elle ne faisait aucune allusion à une réforme sociale, élément longtemps central dans le discours protectionniste. Celui-ci avait promis de corriger les inégalités sociales en intervenant dans l'organisation du marché. Au lieu de cela, le discours du libre-marché promettait de corriger les distorsions de l'économie en réorientant les perceptions et comportements individuels.

Pérez déplorait à l'envi que les Vénézuéliens aient vécu dans un monde d'illusion et d'attentes infondées. Il fallait maintenant affronter la réalité. Le 16 février, Pérez annonce *el gran viraje* (le grand tournant), le passage du capitalisme artificiel au vrai capitalisme. Le gouvernement allait baisser rapidement les droits de douane, supprimer le contrôle des prix et les subventions, et aligner le taux de change sur le marché, de manière à éliminer les taux préférentiels qui avaient continué de subventionner les importations à la suite des dévaluations officielles. Il faudrait du temps pour mettre au point et appliquer ces mesures, mais l'attente de leur survenue, ajoutée à une pénurie de devises, a déclenché une série de processus en chaîne. Il y avait un abîme entre la réalité vécue par les consommateurs et la rationalité du marché. Confrontés au démantèlement imminent du protectionnisme et à la hausse du coût des importations, les industriels ont réduit leur production et les entreprises se sont mises à stocker. Plusieurs semaines avant l'installation de Pérez, dans une tentative de tirer les prix vers le haut, des entreprises ont retiré des magasins les aliments et les articles de consommation réglementés par l'État. Les relations se sont envenimées entre commerçants et consommateurs sur les marchés et dans les épiceries lorsque les consommateurs se sont aperçus que les produits de base étaient rationnés, accusant en outre les vendeurs de faire des stocks et de favoriser leurs clients préférés. Ces affrontements avaient lieu loin des grandes entreprises qui exerçaient un oligopole sur le commerce ; ils se produisaient principalement aux endroits où s'approvisionnaient la classe moyenne et les pauvres, dans des boutiques tenues par des immigrants portugais, chinois et libanais qui étaient perçus par beaucoup comme avarés et sans scrupules.

Les commerçants ont bientôt été imités par les consommateurs dans la constitution de réserves. Les pénuries et les hausses de prix attendues ont provoqué une ruée des consommateurs sur les marchandises, dans un besoin irrésistible de stocker des articles de première nécessité en prévision d'une rupture de la production ou de quelque événement inconnu. En ces temps d'incertitude, la constitution de réserves donnait un vague sentiment de protection, mais seuls pouvaient stocker ceux qui en avaient les moyens. La colère n'a pas tardé à monter chez les pauvres des villes, qui faisaient leurs courses jour après jour, ne disposant pas d'un réfrigérateur et encore moins d'économies ; l'argent qu'ils possédaient ne leur permettait pas d'acheter de la semoule de maïs, du pain, du lait, de l'huile, de la farine, des haricots, du sucre, du café, du sel, du savon et du papier de toilette, ils se faisaient répondre par leur épiciériste de quartier qu'il n'avait rien à vendre (*No hay*), et ils parcouraient anxieusement la ville à

la recherche de magasins censés avoir, selon la rumeur, les produits qui leur manquaient. Le sentiment d'avoir été trompés par un système politique qui trouvait son illustration dans la tyrannie d'entreprises profiteuses allait en s'amplifiant à mesure que les provisions diminuaient.

Lorsque les détails du programme d'austérité ont été connus, l'angoisse de consommateurs s'est muée en panique. Les grands titres des journaux annonçaient, et la radio proclamait à tue-tête, que les prix de produits comme le pain, les pâtes, le lait en poudre, les haricots et l'huile de friture allaient bientôt tripler, voire quadrupler. Les salariés ont senti peser sur eux la menace d'une hausse des prix et du chômage dans une économie en récession, et les travailleurs précaires se sont sentis sans protection. La confiance dans le progrès s'est transformée en peur d'une régression. Les classes laborieuses n'avaient plus l'impression de former une communauté sous la protection de l'État, et la classe moyenne voyait disparaître ses chances d'ascension sociale. Certains espéraient s'en sortir, et quelques-uns améliorer leur situation, mais la plupart comprenaient qu'ils étaient laissés sur la touche dans une situation qui irait en empirant — revirement complet dans un pays où, pendant un demi-siècle, une partie importante de la population urbaine (qui représente 80% du total) s'était habituée à voir son niveau de vie progresser.

C'est dans ce contexte que le gouvernement a annoncé le doublement des prix de l'essence, entrant en effet le 26 février, première étape vers un alignement sur les prix mondiaux. Le gouvernement avait décidé d'augmenter les revenus de la compagnie pétrolière d'État en cessant de subventionner l'essence. Dans ce pays exportateur de pétrole, la hausse des prix de l'essence ne constituait pas une simple décision d'ordre commercial. Elle mettait en jeu le lien qui unissait la communauté nationale : la propriété commune imaginée des ressources pétrolières du pays sur la base de son code juridique fondateur. La légitimité de l'État était étroitement liée à sa capacité à contrôler l'industrie pétrolière nationale, qui se trouvait autrefois entre des mains étrangères, au nom du *pueblo* tout entier [22]. Assimiler le pétrole aux autres denrées sur le marché international et exiger de la population qu'elle paie au prix fort ce qu'elle considérait comme un droit national intangible revenait à rompre un lien moral établi entre l'État et le *pueblo*.

Emblématique de cette rupture, la décision a été prise par l'association des transports publics de relever de plus de 100% les tarifs des autobus et des camions le lundi 27 février, au mépris du plafond de 30% fixé par le gouvernement, prétextant la hausse des prix des véhicules et des pièces [23]. Déjà critiquées par les travailleurs et les étudiants pour la mauvaise qualité de leur service, les sociétés de transport privées n'hésitaient pas cette fois à provoquer l'indignation de tous. Les passagers n'avaient pas d'autre moyen de se rendre en ville et, le mois touchant à sa fin, ils n'avaient presque plus rien dans les poches jusqu'à ce que tombe leur paie à la fin du mois. Le doublement brutal des tarifs des autobus a cristallisé chez eux le sentiment d'avoir été dupés et abusés par le gouvernement et les entreprises, et cela les a conduit à descendre ensemble dans la rue, lieu où ils pouvaient à la fois manifester leur colère et inverser le rapport de forces. Avant même que les combats de rue commencent, le lundi 27 février, l'espace public était devenu un champ de bataille où s'opposaient différents ordres moraux et économiques.

Les événements / la guerre : amplification de la mobilisation populaire

La mobilisation populaire démarre à l'aube du 27 février dans la ville ouvrière de Guarenas, en banlieue de Caracas, ainsi qu'à la gare d'autobus de Caracas, où les ouvriers et les étudiants ont commencé à se rassembler très tôt [24]. Dans un premier temps, les manifestants, certains menés par des étudiants qui entonnent des slogans antigouvernementaux, bloquent la circulation des véhicules de transport public. La foule ne tarde pas à s'en prendre aux épiceries et aux marchés alimentaires. Des leaders émergent du mouvement ; il s'agit généralement de jeunes gens qui brisent les serrures des magasins à l'aide de leviers et qui fracturent les vitrines, encourageant les manifestants à y prendre ce qui leur appartient. La foule qui s'engouffre dans les magasins y découvre, scandalisée, des stocks de denrées alimentaires de base subventionnées qui avaient disparu du marché et qui attendent d'être vendues à des prix majorés. Des caisses de lait en poudre, de semoule de maïs, de pâtes et de café sont sorties dans la rue et distribuées, sous les yeux d'une police débordée. Certains policiers, eux-mêmes mal payés, prêtent main-forte pour que les pillages se déroulent dans l'ordre et y participent [25]. Une décision collective se dessine qui

consiste à occuper la rue et à envahir les magasins pour que soient suspendues les règles régissant les déplacements publics et le commerce. La rue devient le théâtre de la contestation des mécanismes de contrôle politique et du marché largement jugés immoraux et oppressifs.

La révolte s'étend et quitte le centre pour atteindre des zones commerciales situées près des quartiers populaires, après avoir occupé les grandes artères de la ville. Ces avenues et voies rapides, le long desquelles les nouvelles sont rapidement colportées jusqu'aux grands centres commerciaux par de nombreux messagers en moto, sont aussi des artères vulnérables où les manifestants bloquent la circulation en dressant des barricades. Le plus gros des transports publics est interrompu. Des camions de livraison pris au piège sont assaillis, et leurs marchandises déchargées et distribuées. À Caracas, à la fin de leur journée de travail, les employés du centre-ville découvrent ébahis que les rues sont pleines de gens en train de faire tranquillement leur marché et d'emporter des produits alimentaires, voire de gros appareils ménagers. La photographie d'un homme transportant sur son dos un quartier de bœuf dans une rue incendiée est devenue une des images des émeutes les plus reproduites. Le soulèvement a rapidement fait tâche d'huile dans tous les *barrios* de la périphérie, ces zones d'habitations populaires construites sans plan d'urbanisme, où taudis, maisons de parpaing et grands ensembles se serrent dans un amoncellement précaire sur les collines entourant la vallée de Caracas et dans les interstices de la ville, au creux de profonds ravins qui serpentent, à moitié dissimulés, près des quartiers de la classe moyenne et de la bourgeoisie.

Lors de ce *saqueo popular* (pillage populaire), les gens sont descendus des collines et montés des ravins pour envahir les magasins des rues entourant la ville. L'expression *saqueo popular* avait un double sens. L'élite politique et économique du Venezuela était souvent accusée de dilapider l'argent du pays parce qu'elle se livrait à une corruption notoire et qu'elle avait sorti du pays un montant égal au double de la dette nationale dans une gigantesque opération de fuite de capitaux. Maintenant, c'était au tour du reste de la population d'obtenir ce dont elle avait besoin sans travailler. Des familles de la classe moyenne vivant dans les quartiers coupés par des ravins profonds, où les habitants des bidonvilles avaient initié les pillages, ont participé au *saqueo* en venant en voiture jusqu'aux magasins et en se faisant aider dans certains cas par leurs employés de maison pour charger les marchandises les plus lourdes. Durant cette première phase, alors que l'action populaire ne s'était pas heurtée encore à la répression du gouvernement et était encore d'une ampleur limitée, des observateurs de diverses origines sociales ressentaient une certaine sympathie à l'égard de l'appel au pillage général.

Dans de nombreux *barrios*, une organisation informelle se fait jour au sein des familles et entre elles. Des jeunes gens, au risque de se blesser gravement au contact du verre et du métal, entraient par effraction dans de nouveaux magasins et des usines de transformation, étendant ainsi la superficie de l'action populaire. Femmes et enfants pénétraient à leur suite dans les magasins d'alimentation et de vêtements, formant parfois une chaîne pour sortir produits alimentaires et chaussures. Ceux qui ne pouvaient pas ou n'osaient pas participer au pillage, comme les personnes âgées ou les femmes avec de jeunes enfants, se faisaient livrer à domicile. Les gens s'échangeaient les articles qu'ils avaient en trop et découpaient en morceaux les quartiers de bœuf et de porc qu'ils avaient emportés. Une femme a déclaré plus tard : « L'argent n'avait plus d'importance. En l'espace de quelques heures, on est revenu à l'âge du troc. » Dans la zone industrielle d'Antimano, à Caracas, des habitants des collines ont attaqué la fabrique de pâtes alimentaires Ronco, chargé dans les camions de la société les larges stocks de pâtes qu'ils y avaient trouvés, puis distribué le tout aux quatre coins de la zone. « On s'est assuré, » a fièrement raconté un chauffeur père de plusieurs enfants, « que tout le monde reçoive son lot de pâtes » [26]. Enderson, adolescent de quatorze ans dans le dénuement, a déclaré qu'il était entré dans des magasins pour ensuite jeter la nourriture aux personnes qui se trouvaient à l'extérieur en leur criant « *Come, pueblo!* » (Mange, peuple !). Pour lui, piller n'était pas voler car, dit-il, « ce n'est pas la faute des gens si les prix grimpent, c'est la faute du gouvernement. Il faut bien manger [27]. Ce matin, il n'y avait rien à manger chez ma mère. »

Les pillages ont momentanément réduit à néant le pouvoir de régulation de la vie collective de l'argent. L'invasion des commerces a fait perdre tout leur sens aux barrières que l'argent dresse habituellement entre les marchandises et les consommateurs, entre l'espace public et le privé. Au cœur d'une situation

aussi incertaine que dangereuse, on note des accents de fête villageoise, une abondance d'alcool et de viande grillée partagée à l'occasion de rassemblements impromptus dans les quartiers pauvres des collines entourant Caracas. Le champagne et le cognac font une apparition surprise dans des fêtes animées, chose nouvelle, par de la musique dansante diffusée par des sonos récemment acquises sur les collines. La fumée des barbecues se mêle à celle des boutiques en flammes. Contre l'« étiquette de l'égalité » [28] qui régissait les comportements publics dans cette société autoproclamée égalitaire, les pauvres cherchaient à affirmer, ne serait-ce que temporairement, l'idée qu'ils se faisaient de véritables relations d'égalité.

Pendant cette première phase, marquée par une transgression des règles et une confusion des catégories, l'euphorie et la peur se disputaient le contrôle de la situation. L'euphorie vint de l'affirmation collective de l'interprétation populaire au détriment de l'explication officielle. Par d'innombrables actes de défis, notamment d'incendies de postes de police et de bureaux de l'AD, les gens exprimaient leur refus non seulement de leur paupérisation, mais des fausses raisons invoquées couramment pour l'expliquer, ainsi que des institutions qui l'autorisaient [29]. Le 27 février, plusieurs centaines de livreurs à moto (*motorizados*) ont encerclé le bâtiment de FEDECAMARAS, siège des plus grandes associations professionnelles du pays et symbole du monde des affaires avantagé par la politique du gouvernement. Des chefs d'entreprises se sont à un moment alarmés de rumeurs annonçant des attaques contre les classes possédantes. Certains ont fait sortir leur famille du pays, et beaucoup ont sommé en privé le président d'agir.

Toutefois, les pillages ont constitué la principale forme de protestation. Ils se faisaient le plus souvent sans distinction, les gens s'en prenant généralement aux secteurs proches de leur lieu de résidence. Beaucoup recouraient au pillage comme moyen de se prémunir contre un avenir incertain. Comme on pensait assister à l'amorce d'une crise, ils voulaient se procurer des marchandises coûteuses devenues introuvables et de la nourriture pour leurs proches. Raul, père de famille du quartier La Vega ayant fait ses études à l'université, était choqué de voir depuis sa fenêtre des gens débouler de la colline pour saccager les magasins. Regardant sa petite fille, il a déclaré : « Je l'ai vue se métamorphoser en boîte de lait. Je ne pensais qu'à une chose : comment comment allais-je pouvoir la nourrir. » Ce soir-là, il a accepté des boîtes de lait en poudre d'un magasin du quartier apportées par un ami.

Le slogan « *El pueblo tiene hambre* » (Le peuple a faim), peints sur de nombreux murs, était l'explication la plus souvent donnée par les émeutiers. Il exprimait les expériences communes unissant des inconnus qui, anonymes, avaient participé ensemble aux pillages simultanés brièvement télévisés dans le pays et dans le monde. La faim était considérée comme une cause de révolte naturelle, mais l'image de la nourriture était un symbole de ce qui passait pour être une privation inutile et un affront dans un pays qui était riche et démocratique. Par leur révolte, les insurgés ont fait voler en éclats l'illusion construite par le pouvoir selon laquelle l'économie pouvait être « ajusté » avec l'accord de la population. Surpris des effets de leur action collective, beaucoup se sont dit : « Nous ne sommes plus un *pueblo* passif. » Ils exprimaient un sentiment d'affront moral face à la manipulation et à la réduction au silence des revendications populaires, qui avaient été l'expérience accumulée dans cette démocratie de rente pétrolière. Si, comme l'affirmait Pérez, le moment était venu de regarder la réalité en face, c'était à cela qu'elle ressemblait du point de vue du peuple.

Le lien entre faim et révolte renvoyait à des notions comme l'action politique et les droits, les dirigeants et le peuple, qui se sont exprimées de manière confuse durant les émeutes. Dans un geste saisissant d'appropriation des symboles officiels les plus sacrés de la nation, les manifestants ont maintes fois entonné, quand ils fracassaient les portes de magasins, le début de l'hymne national, « *Gloria al bravo pueblo que el yugo lanzó* » (Gloire au peuple vaillant qui a brisé le joug). Ils le chantaient aussi bien en brandissant le drapeau national que confrontés à l'attaque des militaires, quand les troupes d'occupation disposées en rangs faisaient face dans les rues aux rangs de la population sans armes. Cet hymne à la révolte populaire liait la colère au courage, la liberté politique à la justice sociale. Entonné dans des occasions officielles comme les cérémonies d'État et le salut des écoliers au drapeau, l'hymne embaumait le *bravo pueblo* dans un passé lointain ; chanté en chœur lors d'un assaut populaire, il ressuscitait comme critique vivante du pouvoir et non plus comme sa simple ratification.

Le slogan « *El pueblo está bravo* » (Le peuple est en colère), peint sur les murs et répété par les manifestants, réfutait la glorification officielle d'un *pueblo* silencieux. La colère populaire est inséparable de l'indignation d'avoir été trompés. « *Se han burlado de nosotros* » (Ils se sont moqués de nous), « *Basta del engaño* » (Stop à la tromperie), déclaraient les pillers et les observateurs sympathisants (souvent issus de la classe moyenne) au début des émeutes. Dans la polyphonie de ce soulèvement de masse, les gens affirmaient que « *el pueblo habló* » (le peuple a parlé), et leurs actes témoignaient de leur refus de rester passifs.

Au début, la faim rendait les pillages compréhensibles, et même légitimes. Un consensus partagé par de nombreux secteurs acceptait l'appropriation populaire de nourriture, la considérant juste. La crainte d'une pénurie de denrées alimentaires s'étant accentuée de semaine en semaine, beaucoup commençaient à s'inquiéter des menaces que le marché faisait peser sur la survie. Les femmes en particulier étaient convaincues que, en vertu du droit à l'alimentation, le vol de nourriture n'entraînait pas dans la même catégorie morale que celui d'autres marchandises. Pour beaucoup de femmes, leur participation aux pillages constituait leur première transgression publique de l'autorité et un acte de défense de leur famille. Les pillers emportaient aussi des vêtements, des appareils ménagers, des meubles, de la quincaillerie et même des ordinateurs inutilisables. Avant que le gouvernement intervienne, dans l'après-midi de la deuxième journée, la télévision a diffusé des images de scènes de rue où l'on voyait des individus (dans le quartier bourgeois San Bernadino de Caracas), en train d'emporter tranquillement du matériel audio et des enregistreurs VHS, et de charger des meubles dans leur voiture, sans que les autorités les en empêchent. La soif de biens de consommation autres que la nourriture allait à l'encontre de la notion de ce qui devrait être légitimement accessible aux pauvres selon l'élite et la classe moyenne. L'idée s'est répandue selon laquelle non pas le besoin mais la convoitise de biens matériels alimentait les pillages. Les termes « vols » et « vandalisme » revenaient de plus en plus dans la bouche des gens, supplantant les « pillages populaires », alors que le bruit courait de la destruction de magasins, de voitures et de maisons appartenant à des commerçants. Les attaques à la propriété s'accroissaient, les pillers arrachant aussi les équipements ménagers et la plomberie, et attaquant non seulement les commerces et les usines mais également des établissements médicaux et d'enseignement. De nombreuses entreprises étaient incendiées, propageant l'impression que les limites n'étaient plus respectées.

La population était très remontée contre les commerçants immigrés — les marchands portugais, chinois et libanais quotidiennement en contact avec les habitants des *barrios*, et suspectés depuis longtemps de faire des stocks et de gonfler les prix des vêtements et des denrées alimentaires. La menace que représentaient leurs pratiques était symbolisée par le fait qu'ils refusaient de faire crédit, ce qui était une tradition chez les petits commerçants vénézuéliens. Pour les pauvres des villes, ces négociants représentaient la face visible d'un capitalisme froid et devinrent la cible de leur rage. « *No se fía* » (La maison ne fait pas crédit), tel était le message souvent affiché aux devantures. Des pillages furent même commis au domicile de nombreux commerçants immigrés qui habitaient dans le quartier depuis longtemps. Ceux-ci considéraient qu'ils faisaient partie du *pueblo*, ce qui n'a pas empêché la foule de s'en prendre à eux, en qui elle voyait des *burgueses* (des bourgeois ou des riches) [30]. Des commerçants vénézuéliens peignaient parfois la phrase « Je suis vénézuélien » sur les tôles recouvrant leurs vitrines pour dissuader les pillers de les attaquer.

La peur s'est installée, incitant les gens à désigner des coupables face à l'aggravation de la situation. Cette peur à plusieurs étages avait deux sources principales : la crainte d'une criminalité populaire incontrôlée et la crainte d'une répression du pouvoir. L'action de l'État, tout comme son absence étaient causes de terreur, conjuguée à l'incertitude entourant la capacité du gouvernement en place à survivre à la crise. Dans cette démocratie en apparence solide, aucune solution locale de groupes politiques n'a pu être trouvée pour aider à rétablir l'ordre dans les quartiers ; et aucune explication n'a été donnée par les dirigeants. Un habitant du quartier La Vega dévasté a fait l'observation suivante : « Du jour au lendemain, il a été impossible de trouver un seul adeco (membre du parti au pouvoir, l'AD). Ils ont retiré les portraits de Carlos Andrés de leurs fenêtres et se sont joints aux pillages. » Au sein de l'élite et de la classe moyenne s'est installée la crainte que les émeutes étaient une menace à la propriété privée et l'ordre social dans leur ensemble. Certaines personnes très fortunées ont quitté le pays à bord de leurs jets privés. Les gens de la classe moyenne ont cherché à protéger leurs biens en faisant front commun et en

montant souvent des groupes d'autodéfense armés entre voisins.

Des failles dans le leadership de l'État et dans la coordination de ses administrations ont paru au grand jour. Alors que les leaders civils du gouvernement se montraient hésitants, l'action de l'armée dans la rue s'est soudainement avérée décisive. Le matin du 28, l'armée a commencé à occuper les villes, en ordonnant la fermeture de tous les commerces. À la fin de la journée, les assauts lancés contre les magasins gagnant en puissance et s'étendant aux petites usines, la troupe a dégagé la rue en ouvrant le feu sur les foules de pillards. La population s'en est remis à la télévision dans l'attente d'une intervention du gouvernement et elle y a vu des images des pillages.

Le président s'est finalement exprimé. Il a interprété les émeutes comme une révolte des pauvres témoignant d'injustices sociales anciennes (*El Nacional*, 1^{er} mars 1989). Par ces déclarations, il rendait responsables de la situation les politiques antérieures et il prenait ses distances avec ceux qui mettaient le soulèvement sur le compte d'individus subversifs, de criminels ou d'immigrés clandestins (même si certains membres du cabinet de Pérez tenaient ce discours). Flanqué de dirigeants du secteur privé à la mine sombre, il a décrété une hausse générale des salaires et un gel des licenciements de quatre mois, deux mesures auxquelles le monde des affaires s'était jusque là opposé. Mais il n'a proposé aucun but autour duquel le pays puisse se fédérer, ni fait aucune promesse pour l'avenir ; en revanche, il a souligné, comme souvent auparavant, les liens exceptionnels qu'il avait tissés sur la scène internationale. L'auditoire auquel il s'adressait en premier, qui se trouvait en fait largement hors des frontières du pays, siégeait au gouvernement et dans les banques des créanciers du Venezuela ; il a voulu faire passer le message selon lequel le Venezuela avait besoin d'un allègement de sa dette pour éviter de nouveaux soulèvements, mais aussi qu'il avait la situation bien en main [31]. Quant au public vénézuélien, il lui a demandé son assentiment. Pérez a annoncé sèchement que les garanties constitutionnelles, notamment la liberté de la presse, étaient suspendues et qu'un couvre-feu prendrait effet dans les prochaines heures et serait en vigueur de 18 heures à 6 heures jusqu'à nouvel avis. Il avait préservé sa stature internationale, mais il était devenu un leader sans *pueblo*.

La suspension des garanties a entraîné une escalade brutale de la violence d'État contre les pauvres. Lorsque le ministre de l'intérieur, Alejandro Izaguirre, leader chevronné de l'AD (il faisait figure d'un homme du peuple et était surnommé « le Policier »), est passé à la télévision le 1^{er} mars pour annoncer les mesures du gouvernement, ses nerfs ont craqué et il est resté muet devant la caméra. Des dessins animés de Walt Disney lui ont succédé à l'écran sans explication. La direction du parti était réunie depuis la veille pour réfléchir à la façon de reprendre la situation en main, et était divisée concernant le recours à la force. Reporté dans un premier temps, l'usage de la force était devenu massif au moment de son apparition télévisée. Le langage traditionnel du populisme n'avait pas préparé Izaguirre à représenter l'État dans ces circonstances.

L'irruption du *pueblo* sur la scène publique a jeté un grand trouble parmi les dirigeants politiques du Venezuela. Le 1^{er} mars, alors que la violence d'État était à son comble, le président et fondateur de l'AD, Gonzalo Barrios, a déploré que les médias internationaux aient diffusé à l'étranger des images télévisées sur « l'horreur, le primitif et l'incontrôlable, d'un point de vue civilisé, des pillages qui avaient lieu à Caracas » (Sanin 1989 : 143). Il a regretté que les événements aient montré « au monde entier l'autre visage du Venezuela, celui des bidonvilles, des populations affamées, des marginaux » (*El Nacional*, 4 mars 1989). C'était le visage que le gouvernement tentait violemment de cacher. Gonzalo Barrios a décrit en des termes évoquant la mission civilisatrice de l'État la décision prise par le gouvernement de recourir à la violence de masse. Lors du débat du 1^{er} mars au Congrès, l'apôtre de la démocratie vénézuélienne, âgé de 88 ans, apprécié par beaucoup pour sa vivacité d'esprit et son flair politique, a conclu son allocution en racontant une histoire qui l'avait « captivé » à cause de son « ironie implicite ». C'est l'histoire d'un général britannique qui veut soumettre une des « tribus les moins primitives » de l'Afrique. Le général y envoie comme émissaire un missionnaire qui a eu l'occasion de vivre avec les autochtones pour les convaincre que l'occupation britannique leur sera bénéfique. Le missionnaire leur parle des hôpitaux, des écoles, des moyens de communication et des lois qui leur seront apportés par les Britanniques. Le chef africain reconnaît tout l'intérêt de cette offre mais la refuse, au motif que son peuple perdra son âme s'il l'accepte. Le missionnaire, rendant compte du refus du chef au général, laisse

entendre que le chef a eu raison. « Le général, explique Barrios, « n'a naturellement prêté aucune attention aux propos du missionnaire et a donné l'ordre d'anéantir les autochtones à coups de fusils (*plomo cerrado*), comme cela arrive souvent dans les différends entre pays civilisés. » Barrios concluait, sur un ton de litote ironique, que si les députés rejetaient le programme d'austérité du président Pérez et les mesures répressives nécessaires pour le défendre, le pays entrerait en régression. « Je ne pense pas que le Venezuela retournerait forcément à l'époque du pagne et des flèches, parce que nous possédons des structures solides et que nous avons fait des progrès, mais nous pourrions nous retrouver dans une situation où des articles de luxe comme les Rolls Royce et les téléviseurs haut de gamme disparaîtraient » (Sanin 1989 : 155). Comme l'opposition en approuvait les principes sous-jacents, ce discours inscrivant ouvertement les politiques d'État dans un cadre colonial est passé inaperçu, que ce soit l'acceptation d'une violence d'État de masse pour imposer l'assentiment et anticiper un déclin plus important, ou l'identification des masses populaires mobilisées à une « tribu primitive » et les parlementaires à des « généraux civilisateurs ».

La [seconde partie de ce texte](#) est publiée dans le [numéro de décembre](#).

Références

- Arroyo Talavera, Eduardo. 1988. *Elecciones y negociaciones : los límites de la democracia en Venezuela*. Caracas : Fondo Editorial CONICIT.
- Blank, David Eugene. 1973. *Politics in Venezuela*. Boston : Little, Brown and Co.
- Britto García, Luis. 1988. *La máscara del poder : del gendarme necesario al demócrata necesario*. Caracas : Alfadil.
- Catalá, José Agustín. 1989. *El estallido de febrero*. Caracas : Ediciones Centauro.
- Coronil, Fernando. 1987. *The Black El Dorado : Money Fetishism, Democracy and Capitalism in Venezuela*. Ph.D. dissertation, The University of Chicago.
- Coronil, Fernando et Julie Skurski. 1982. « Reproducing Dependency. Auto Industry Policy and Petrodollar Circulation in Venezuela ». *International Organization*, vol. 36 n° 1 (hiver), p. 61-94.
- Ellner, Steven. 1982. « Populism in Venezuela, 1935-48 : Betancourt and "Acción Democrática" ». Dans Michael L. Conniff [dir.], *Latin American Populism in Comparative Perspective*. Albuquerque : University of New Mexico Press.
- El Nacional. 1989. *El día que bajaron los cerros*. Caracas : Editorial Ateneo de Caracas.
- El Nacional. 1990. *27 de Febrero : cuando la muerte tomó las calles*. Caracas : Editorial Ateneo de Caracas.
- Hein, Wolfgang et Conrad Stenzel. 1973. « The Capitalist State and Underdevelopment in Latin America : The Case of Venezuela ». *Kapitalistate* n° 2.
- Hellinger, Daniel. 1985. « Democracy in Venezuela ». *Latin American Perspectives* n° 12, p. 75-82.
- Hennessey, Atis Tair. 1976. « Fascism and Populism in Latin America ». Dans Walter Loquer [dir.], *Fascism : A Reader's Guide*, Berkeley : University of California Press.
- Laclau, Ernest. 1977. *Nationalism, Populism, and Ideology*. Londres : Verso Books.
- Levine, Daniel H. 1973. *Conflict and Political Change in Venezuela*. Princeton : Princeton University Press.
- Lubrano, Aldo et Rosa Haydee Sánchez. 1987. *Del hombre complete a Jaime es como tú. Recuento de un proceso electoral venezolano*. Caracas : Vadell Hermanos.
- Magallanes, Manuel Vicente [dir.]. 1986. *Reformas electorales y partidos políticos*. Caracas : Publicaciones del Consejo Supremo Electoral.
- Magallanes, Manuel Vicente. 1987. *Sistemas electorales, acceso al sistema político, y sistema de partidos*. Caracas : Publicaciones del Consejo Supremo Electoral.
- Malavé Mata, Hector. 1987. *Los extravíos del poder*. Caracas : Universidad Central de Venezuela.
- Marta Sosa, Joaquin. 1984. *Venezuela : elecciones y transformación social*. Caracas : Ediciones Centauro.

- Martz, John. 1966. *Acción Democrática : Evolution of a Modern Political Party in Venezuela*. Princeton : Princeton University Press.
- Martz, John et David J. Myers [dirs.]. 1977. *Venezuela : The Democratic Experience*. New York : Praeger Publishers.
- Martz, John et Enrique Baloyra. 1976. *Electoral Mobilization and Public Opinion : The Venezuelan Campaign of 1973*. Chapel Hill : University of North Carolina Press.
- Moleiro, Moisés. 1978. *El partido del pueblo*. Valencia : Vadell Hermanos.
- Mommer, Bernard. 1983. *Petroleo, renta del suelo e historia*. Mérida : Universidad de los Andes.
- Mommer, Bernard. 1988. *La cuestión petrolera*. Caracas : Fondo Editorial Trópikos.
- Neruda, Pablo. 1978. *Canto General*. Caracas : Biblioteca Ayacucho.
- Proceso Político. 1978. *CAP : 5 años*. Caracas : Equipo Proceso Político.
- PROVEA. 1989. Informe Annual. Caracas : Ediciones PROVEA.
- Rangel, Domingo Alberto. 1973. *Los Mercaderes del voto*. Valencia : Vadell Hermanos.
- Rangel, Domingo Alberto. 1982. *Fin de Fiesta*. Valencia : Vadell Herrnanos.
- Rangel, Domingo Alberto et Pedro Duno. 1979. *La pipa rota : Las elecciones de 1978*. Caracas : Vadell Hermanos.
- República de Venezuela. 1989. *Gaceta del Congreso*, XVIII, I (mars 1988-janvier 1989).
- Romero, Ambal. 1986. *La miseria del populismo*. Caracas : Ediciones Centauro.
- Sanín. 1989. *Los muertos de la deuda*. Caracas : Ediciones Centauro.
- Silva Michelena, José Agustin, et Heinz Rudolf Sontag. 1979. *El proceso electoral de 1978*. Caracas : Editorial Ateneo de Caracas.
- Thompson, E. P. 1971. « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century ». *Past and Present* n° 50, p. 76-136.
- Walton, John. 1989. « Debt, Protest, and the State in Latin America ». Dans Susan Eckstein [dir.], *Power and Popular Protest*. Berkeley : University of California Press.

Journaux

The Daily Journal
El Diario de Caracas
El Nacional
El Universal
NOTIcrítica
PROVEA
Punto
Referencias
SIC
Ultimas Noticias
Veneconomía

- [Dial](#) - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3303.

- Traduction de Gilles Renaud pour Dial.

- Source (anglais) : Fernando Coronil et Julie Skurski, « Dismembering and Remembering the Nation : The Semantics of Political Violence in Venezuela », in Fernando Coronil et Julie Skurski [dirs.], *States of Violence*, Ann Arbor, University of Michigan Press, « The Comparative Studies in Society and History Book Series », 2006, p. 83-151.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Fernando Coronil et Julie Skurski, « Dismembering and Remembering the Nation : The Semantics of Political Violence in Venezuela », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 33, n° 2, avril 1991, p. 288-337.

[2] Fernando Coronil et Julie Skurski, « Dismembering and Remembering the Nation : The Semantics of Political Violence in Venezuela », dans Fernando Coronil et Julie Skurski [dirs.], *States of Violence*, Ann Arbor, University of Michigan Press, « The Comparative Studies in Society and History Book Series », 2006, p. 83-151.

[3] Extrait du *Canto General* [*Chant général*] de Pablo Neruda. Ces vers font allusion à un massacre de travailleurs chiliens en 1946. Voici une traduction en français :

Et la mort du peuple fut comme à l'accoutumée :
comme si personne ou rien n'était mort,
comme si c'étaient des pierres qui tombaient,
sur le sol, ou de l'eau sur l'eau.

[4] Ce chiffre est nécessairement approximatif. Le journaliste Jack Sweeny a calculé que, uniquement à Caracas, entre 500000 et 750 000 personnes ont participé aux émeutes (*Veneconomía*, mars 1989).

[5] Voir Walton (1989) pour une analyse comparative approfondie des mobilisations survenues en Amérique latine contre des programmes d'austérité en rapport avec la dette.

[6] Les cours mondiaux du pétrole ont quadruplé à la fin de 1973 et sont restés élevés jusqu'à la fin de la décennie, avant de doubler à nouveau. Les recettes pétrolières de l'État (qui varient de 60 de 75% de ses recettes totales et représentent plus de 90% de ses recettes d'exportation) ont quadruplé juste avant l'arrivée au pouvoir du président nouvellement élu, Carlos Andrés Pérez. Le programme de Pérez, qui avait pour prétention de mener le Venezuela à sa seconde indépendance, mettait l'accent sur l'industrie lourde à forte intensité de capital (pétrochimie, acier, aluminium, énergie hydroélectrique). Il faisait l'impasse sur les incidences sociales de ces projets mais des crédits importants étaient destinés à subventionner la consommation populaire et les services. Cette situation, conjuguée à la croissance du secteur du bâtiment et de la consommation de produits de luxe, a créé une illusion de prospérité. Voir Walton (1989) concernant le « semblant de développement » engendré par le lancement d'emprunts en Amérique latine.

[7] Avec une dette extérieure de 33 milliards de dollars et une population d'environ 20 millions, la dette extérieure *per capita* du Venezuela est la plus élevée d'Amérique latine. Différentes sources traitent du boom pétrolier et de ses conséquences. Pour une analyse du boom pétrolier et de ses effets sur les formes culturelles et les pratiques institutionnelles, voir Coronil (1987). Concernant l'incidence du boom pétrolier sur la politique industrielle, voir Coronil et Skurski (1982). Dans son analyse, Mommer apporte un point de vue nouveau sur l'évolution historique et la logique de l'économie de rente (1983, 1988). Pour des exemples d'évaluations critiques des administrations de Pérez et de ses successeurs, voir Hellinger (1985), Malavé Mata (1987), et *Proceso Politico* (1978).

[8] Le président qui a pris la suite de Pérez, Luis Herrera Campins, du Parti social chrétien (COPEI) [COPEI est mis pour Comité d'Organisation politique électoral indépendant — note DIAL], a lui aussi contracté des dettes importantes, encouragé là encore par une brève remontée des cours du pétrole en 1979. Mais les finances du pays se sont rapidement dégradées, et la monnaie, le bolivar (à peu près stable depuis les années 1920), a été brutalement dévalué en 1983.

[9] Pérez et Lusinchi sont des dirigeants du parti centriste réformiste, Acción Democrática (fondé en 1941). Cadres du parti de longue date et anciens alliés, ce sont tous les deux des figures nationales importantes ; ils dirigent désormais des factions rivales au sein du parti. AD, premier parti du

Venezuela, est historiquement associé aux réformes populistes et à une politique pétrolière nationaliste. Sa stratégie repose principalement sur la conclusion de pactes avec les élites politiques et économiques, la distribution clientéliste plutôt que la mobilisation et l'exercice d'un contrôle politique sur les grandes fédérations ouvrières et paysannes. AD a fait l'objet de peu d'analyses de qualité. Voir Blank (1973), Ellner (1982), Martz (1966) et Moleiro (1978). À propos de la rhétorique et de l'imagerie employées par le parti, voir Britto García (1988). Pour une étude théorique du populisme en Amérique latine, voir Hennessey (1976) et Laclau (1977).

[10] Un programme de réforme électorale a commencé à être appliqué en 1990, mais des contraintes structurelles, d'ordre financier et administratif, réduisent l'autonomie des fonctionnaires locaux. Voir la revue *SIC* pour une analyse des changements apportés au système électoral. Concernant l'organisation des partis politiques, voir Arroyo Talavera (1988), Hein et Stenzel (1973), Hellinger (1985), Levine (1973), Magallanes (1986, 1987) et Romero (1986).

[11] Au Venezuela, la démocratie électorale a été instituée en 1958, et le pouvoir a changé pacifiquement de mains tous les cinq ans depuis 1959. Le Parti social chrétien a gouverné à deux reprises durant cette période, de 1969 à 1974 sous Caldera, et de 1979 à 1984 sous Herrera Campins, et l'AD a régné le reste du temps. La stabilité politique qu'a vécue le système multipartite du Venezuela à une époque marquée par des coups d'État militaires dans une grande partie du continent explique le grand nombre d'études réalisées sur les élections dans le pays. Voir Lubrano et Sánchez (1987), Marta Sosa (1984), Martz et Baloyra (1976), Martz et Myers (1977), Rangel (1973, 1982), Rangel et Duno (1979), et Silva Michelena et Sontag (1979).

[12] Pendant la primaire, Lusinchi avait soutenu la candidature de son allié le sénateur Lepage. Pérez l'a emporté grâce au soutien des ouvriers.

[13] Pérez (« l'homme énergique ») a battu son principal concurrent, Eduardo Fernández (« le Tigre »), du COPEI, avec une marge de 13% et un score exceptionnel de 53% des 7321 281 votes exprimés. Teodoro Petkoff, candidat des partis socialistes alliés MAS et MIR, a recueilli 2,7% des voix ; ces deux partis ont obtenu 10% des voix au Congrès, privant l'AD de sa majorité. L'administration Lusinchi avait été marquée par un esprit de clocher, un clientélisme paternaliste et une répression de plus en plus dure parfois dirigée contre des détracteurs haut placés de sa politique. Contrairement à Lusinchi, Pérez jouissait d'une image cosmopolite et d'une expérience internationale, et il était connu pour écouter les critiques au lieu de les rejeter. Sa victoire électorale a renforcé les chances de ses partisans de décrocher des postes stratégiques dans l'appareil du parti.

[14] Le terme *pueblo* a un double sens. D'une part, il englobe l'ensemble des citoyens du Venezuela ; il est invoqué en lien avec la défense du pays et le souvenir de son indépendance. D'autre part, il renvoie aux personnes issues des classes populaires et il est abondamment employé en substitution des catégories renvoyant aux classes sociales pour parler des pauvres, qui composent la majorité de la population. Ses connotations, avec leur ambiguïté, varient selon le contexte, l'orateur et l'auditoire.

[15] Vingt-deux chefs d'État ont assisté à une cérémonie au style international et élitiste. Plusieurs personnalités favorables à une révision de la dette du tiers monde étaient présentes, notamment l'Allemand Willy Brandt, l'Espagnol Felipe González, et l'États-Unien Jimmy Carter. Le vice-président des États-Unis, Dan Quayle, effectuait pour l'occasion son premier voyage officiel à l'étranger. Daniel Ortega (Nicaragua) et le Cubain Fidel Castro (pour son premier voyage au Venezuela depuis 1959) ont fait sensation ; leur présence a renforcé l'image de Pérez en tant que dirigeant attaché à combattre les pressions étrangères et conservatrices.

[16] Le programme reprenait l'ensemble de mesures type que le Fonds monétaire international (FMI) impose aux pays endettés pour qu'ils aient droit à de nouveaux prêts. Des variantes ont été appliquées dans de nombreux pays et ont souvent provoqué de violentes mobilisations. Si Pérez a continué de critiquer le FMI, son équipe de négociateurs a néanmoins acquiescé aux conditions du FMI pour

obtenir de nouveaux prêts, les réserves internationales étant tombé à un niveau alarmant et le pays ayant dû suspendre le paiement des intérêts de la dette.

[17] « Le grand massacre » est l'expression utilisée dans le contexte africain par des groupes de défense des droits humains et des chanteurs engagés.

[18] L'auteur, Alfredo Peña, est un chroniqueur politique respecté.

[19] Voir *Veneconomía*, mars 1989, et *SIC*, avril 1989, pour un reportage et une analyse d'excellente tenue sur les événements de la semaine.

[20] Pour parvenir à cette estimation de 1 000 à 1 200 morts, nous avons interrogé des personnes haut placées des médias, de l'armée, du monde politique et du secteur de la santé. Dans son rapport de 1990, le Département d'État des États-Unis corrobore ces chiffres et décrit de façon détaillée l'attaque armée délibérée des militaires contre la population.

[21] Le président Pérez a appris soudainement que les réserves internationales du Venezuela ne dépassaient pas 200 millions de dollars, ce qui nécessitait un changement de politique brutal.

[22] La législation vénézuélienne fait du sous-sol et, donc du pétrole, des biens de l'État, selon la définition juridique qu'elle a reprise de l'époque coloniale. En 1976, le président Pérez a nationalisé l'industrie pétrolière en échange de compensations généreuses.

[23] Les propriétaires privés des divers autobus, fourgons et voitures qui assuraient le plus gros des transports urbains ont prétendu que l'augmentation des coûts de réparation et de remplacement des véhicules rendait même le plafond prévu intolérable. Les chauffeurs ont également refusés d'honorer les paiements de billets à moitié prix par les étudiants. Les dirigeants de l'association d'autobus, bien que membres de l'AD, ont refusé de souscrire à un accord tarifaire, signe que l'AD avait moins de prise sur ses adhérents.

[24] Des journalistes présents sur place ont fourni des descriptions et des images frappantes sur le début et la propagation des émeutes de Caracas : voir les photoreportages du journal *El Nacional* (1989, 1990) et de Catalá (1989). Pour une analyse des émeutes, voir *Cuadernos del CENDES* n° 10 ; Sanín (1989).

[25] Les agents de la Police métropolitaine, comme les pilleurs, perçoivent un petit salaire, sont issues des classes populaires et vivent généralement dans les *barríos*. Au début, débordés par les pilleurs, ils sont peu intervenus ou ont carrément coopéré avec eux, même si certains ont fait feu sur les émeutiers. Des observateurs ont indiqué que le gouvernement a d'abord donné l'ordre de répondre avec le moins de violence possible aux manifestations.

[26] Ce paragraphe est basé sur des entretiens réalisés avec des habitants des quartiers d'Antímáno, de La Vega, d'El Valle, d'El Cementerio et de Petare dans les jours qui ont immédiatement suivi les émeutes. Voir *El Nacional* (1989) pour une description de la situation régnant à Antímáno et du rôle joué par la police pour obtenir que les femmes pillent les magasins (« fassent leurs courses », pour reprendre l'expression alors utilisée) dans l'ordre, pendant que les hommes étaient maintenus à l'écart.

[27] Entretien, 29 août 1990.

[28] Nous remercions Roger Rouse pour cette expression et pour ses observations sur les comportements dans la rue.

[29] Les médias n'ont diffusé les informations concernant les attaques contre de petites usines, les commissariats de police et les bureaux du parti, alors que les nouvelles relatives aux tirs de snipers sur

la troupe et la police ont été amplifiées.

[30] On a assisté à des situations très variées. Dans de nombreux cas, des voisins se sont rassemblés pour défendre un commerce local tenu par des immigrants contre les attaques de pilliers venus de l'extérieur du *barrio*.

[31] Le 28 février, la commission chargée de négocier la restructuration de la dette a opté pour la signature d'une lettre d'intention avec le FMI à New York, ce qui engageait le gouvernement à appliquer le programme d'austérité malgré l'éclatement des émeutes. Voir *SIC*, avril 1989, pour en connaître la teneur.